

SOCIÉTÉ

INNOVATION SOCIALE

CAHIER THÉMATIQUE I > LE DEVOIR, LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 MARS 2015



Il faut construire un consensus social

Page 12



Mettre en réseau l'innovation en économie sociale

Page 14



EMANE - INGÉNIEUR ARTISTIQUE

La troupe de théâtre de mouvement montréalais Parole d'exclus, Les idéaux parleurs, crée ensemble des pièces invitant à la réflexion sur les origines des préjugés, des inégalités et de la pauvreté. Elle définit le théâtre social comme un processus de création collectif, ludique, démocratique, artistique et engagé qui incite le public et les comédiennes à faire une réflexion critique sur la société actuelle. La troupe propose un cadre d'expression citoyenne informel, convivial et inclusif qui encourage les comédiennes et le public à devenir des citoyennes actives et citoyens actifs.

Mobilise-toi et l'État t'aidera

ANDRÉ LAVOIE

« Nous sommes en train de fermer un grand chapitre de l'histoire du développement au Québec », affirme sans ambages Juan-Luis Klein,

directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), dont les bureaux sont situés à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Pour ce spécialiste des questions territoriales québécoises, très à l'écoute des aspirations et des inquiétudes de plusieurs organisations issues de la société civile, l'heure n'est pas à la rigolade. Chilien d'origine arrivé au Québec en 1974, Juan-Luis Klein connaît très bien son pays d'accueil. Diplômé de l'Université Laval en géographie économique, il a été chercheur à l'Université du Québec à Rimouski avant d'enseigner pendant 12 ans à l'Université du Québec à Chicoutimi, pour ensuite poser ses pénates à l'UQAM, où il est depuis 1993. Celui qui dirige le CRISES depuis 2009 tient à souligner qu'il n'est pas de nature pessimiste, mais qu'il constate tout de même les ravages de l'austérité.

Le géographe ne craint pas de nommer les choses par leur nom et surtout de désigner les conséquences des choix du gouvernement de Philippe Couillard, qui veut atteindre coûte que coûte le déficit zéro. « On peut parler d'austérité, mais ça s'appelle aussi privatisation ou néolibéralisme. Au final, ça se traduit par un repli de l'État en faveur de l'action directe », déplore Juan-Luis Klein. Et ce repli ne favorise en rien la créativité, l'innovation sociale, la prise en charge des citoyens dans leur communauté, qu'il s'agisse d'un petit village ou d'un quartier urbain. Il rappelle avec éloquence que des initiatives comme les corporations de développement économique communautaire (CDEC), tout comme les centres de la petite enfance



JUAN-LUIS KLEIN

« Si la cohésion sociale s'effrite, poursuit le chercheur, elle crée des conditions qui peuvent être néfastes et susciter beaucoup d'insécurité. Pour sortir de la pauvreté, ça prend des liens sociaux, car les gens isolés ne peuvent pas communiquer », estime Juan-Luis Klein, directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

(CPE), furent d'abord élaborées par des citoyens, il y a plusieurs décennies, avant que l'État ne découvre qu'elles pouvaient bénéficier au plus grand nombre.

Certains voient en l'omniprésence de l'État la réponse à tous les problèmes, à toutes les difficultés sociales. Le directeur du CRISES n'est pas de cet avis, se faisant plus nuancé sur sa position stratégique dans la dynamique citoyenne. « On n'a pas besoin d'un État qui fait tout, et ce n'est pas une bonne chose qu'il fasse tout. Parce

que si l'État fait tout, la société civile n'a plus de place. On a surtout besoin d'un système où il y a présence de l'État, de la société civile, de l'entreprise privée et du citoyen. »

Pour Juan-Luis Klein, la réelle obsession du gouvernement Couillard ne devrait pas être l'« austérité », mais la « flexibilité ». « Dans nos recherches sur les facteurs qui favorisent des formes de sortie de la pauvreté, on a découvert que l'on a besoin d'un État flexible, qui laisse tous les acteurs assumer leur leadership. Car ce sont eux qui savent quels sont leurs problèmes. Un programme étatique conçu mur à mur résout des problèmes qui n'existent pas partout! D'une région à l'autre, les réalités sont différentes. » Et pour que les solutions proposées par la base trouvent leur chemin à travers l'appareil étatique pour ensuite profiter à toute une société, les élus et les dirigeants doivent être à l'écoute.

Si c'était vraiment le cas, ils constateraient rapidement « le pessimisme qui règne dans plusieurs organisations et chez les citoyens », déplore le professeur. Admettant du même souffle qu'il y a « un ensemble de facteurs qui jouent dans la fin d'un cycle », Juan-Luis Klein dénonce « la dérive individualiste », ennemi juré de l'innovation sociale.

« Si la cohésion sociale s'effrite, poursuit le chercheur, elle crée des conditions qui peuvent être néfastes et susciter beaucoup d'insécurité. Pour sortir de la pauvreté, ça prend des liens sociaux, car les gens isolés ne peuvent pas communiquer. C'est le cas pour les personnes âgées laissées à elles-mêmes, ainsi que pour les immigrants qui n'arrivent pas à s'intégrer. La question de la cohésion doit être prioritaire pour un nouveau cycle d'innovations sociales. »

Cette dynamique de cohésion prend en partie sa source dans l'éducation, mais là encore, il remarque une obsession du clientélisme qui n'augure rien de bon pour favoriser les initiatives de changement en ces temps de crise. « Observez l'évolution des cégeps. Au départ, ils

visaient à former des citoyens conscients de la collectivité, responsables. Progressivement, il y a eu des changements dans les programmes, les offres de cours et le choix des professeurs; on s'est dirigé vers une éducation qui forme de la main-d'œuvre, des personnes avec des compétences pour aller vers le marché du travail. »

Les ténors économiques ne voient pas là un mal, bien au contraire. Pour le géographe, les périls de ces choix sont pourtant multiples. Selon lui, « quand on oriente l'éducation vers le marché du travail, on recule, parce que, si on forme des étudiants pendant trois ou cinq ans en fonction de ce marché, dans cinq ans il sera obsolète. »

Cette quête désespérée pour l'emploi constitue donc un leurre, qui s'inscrit en faux par rapport à ceux qui voient le boulot comme la clé de tous les problèmes. « Dans les années 1980, c'était considéré comme une solution-miracle, et on a mis en place des organisations et des programmes qui favorisaient l'emploi. Aujourd'hui, on s'aperçoit que l'emploi produit... de la pauvreté et des inégalités! » La baisse du taux de syndicalisation, l'augmentation des postes précaires et à temps partiel, les iniquités fiscales et les changements radicaux au programme d'assurance-emploi sont autant de facteurs qui viennent limiter la portée du fameux miracle.

Un changement de mentalité chez les jeunes générations apparaît perceptible aux yeux du chercheur. « Ces jeunes ont des aspirations différentes en matière d'équité, d'environnement, d'accès aux services, aux études, etc. Pour atteindre une certaine qualité de vie, il faut savoir combiner de multiples mécanismes. » À l'heure de l'austérité, pour que ces transformations deviennent réalité, « et pour conserver une partie de nos acquis tout en les modernisant », il faudra agir de manière concertée, plaide Juan-Luis Klein.

Collaborateur
Le Devoir

SOCIÉTÉ

Il faut construire un consensus social

« Sinon, tout le monde y perdra! », selon Marguerite Mendell

CLAUDE LAFLEUR

Le Québec possède une expertise unique en matière d'innovation sociale, constate Marguerite Mendell, professeure titulaire à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia et directrice de l'équipe de recherche sur l'économie sociale de cette université. C'est en outre une économiste de renommée internationale dont l'expertise est réclamée à travers le monde.

Depuis des décennies, M^{me} Mendell étudie les différents modèles économiques et elle se réjouit de celui qu'on a mis en pratique au Québec. « Je voyage un peu partout, dit-elle, mais pas pour dire que tout ce qu'on fait ici est merveilleux, ni pour dire qu'on a les réponses à toutes les questions. Non! Mais nous avons une façon particulière de dialoguer et de se concerter qui est précieuse... puisque ça marche! »

Le bon et le mauvais modèle économique

Étudiante dans les années 1970-1980, Marguerite Mendell a eu la chance, comme elle le raconte elle-même, de s'être fait enseigner les différentes théories économiques. « J'ai été privilégiée d'étudier la science économique à une époque où on enseignait les diverses écoles théoriques, les différents modèles et également le contexte dans lequel ceux-ci ont été élaborés. »

C'est ainsi qu'elle a étudié le keynésianisme, le marxisme, le néoclassicisme, etc. « Je pense que j'ai fait partie de la dernière génération d'économistes à qui on a enseigné tout cela », se désolait-elle, alors qu'au-



UNIVERSITÉ CONCORDIA

Marguerite Mendell, professeure titulaire à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia et directrice de l'équipe de recherche sur l'économie sociale de cette université.

jour d'hui il n'y a place que pour un modèle: l'économie de marché (le néolibéralisme). De surcroît, ce modèle est une perversion du néoclassicisme. « Il s'agit d'un modèle à pensée unique, dit-elle, une idéologie centrée sur l'individu où on oublie qu'il y a d'autres modèles, dont des modèles coopératifs et des modèles où l'État joue un rôle. »

En outre, l'économie de marché — qui devrait s'autoréguler, dit-on — est, pour l'économiste, « une perversion », pour ne pas dire une chimère. À preuve, les innombrables impacts négatifs qu'on observe dans les sociétés qui reposent essentiellement sur l'autorégulation du libre marché (notamment aux États-Unis). Et ce qui étonne le plus M^{me} Mendell, c'est que, peu importe les échecs répétés un peu partout à travers le monde avec ce modèle, on n'en continue pas

moins de vanter ses mérites!

En pratique, Marguerite Mendell constate que le meilleur modèle est celui de l'économie plurielle. « Il y a des activités économiques où le secteur privé est la meilleure formule, dit-elle. Mais il y a aussi des activités où l'État est préférable et d'autres où le milieu communautaire est mieux placé. Et il est souvent préférable d'avoir une combinaison des deux ou des trois secteurs. »

« Il faut, à coup sûr, que l'État intervienne en économie pour établir les priorités et pour réguler les marchés, poursuit-elle. Il faut aussi un secteur communautaire fort, de même qu'un secteur privé en bonne santé. Les trois sont nécessaires, puisqu'ils sont souvent complémentaires les uns par rapport aux autres. »

De surcroît, il faut tendre vers un système économique où existe un consensus social, une économie où les divers ac-

teurs (le patronat, les syndicats, le milieu communautaire, les politiques, etc.) se parlent, échangent entre eux et se concertent. C'est même, pour elle, la formule gagnante — celle, justement, qu'on a développée au Québec ces dernières décennies.

« Mon Québec, que je ne reconnais plus! »

Or, rapporte la professeure à l'École des affaires publiques et communautaires, c'était le modèle économique qu'on appliquait jusqu'à tout récemment. « Ce que je trouve vraiment particulier, dit-elle, c'est la façon selon laquelle on a cette capacité de dialoguer, de se rassembler autour d'une table, de négocier, de travailler ensemble — même si on n'aboutit pas toujours à un résultat acceptable pour tous. On fonctionnait selon un processus de concertation. »

« Bien sûr, on fait face à d'importants défis [budgétaires], mais là, ce que fait le gouvernement, il ne nous l'avait jamais annoncé en campagne électorale. Alors donc, pourquoi arrive-t-il avec un marteau en disant qu'il faut à peu près tout démolir?! »

Par conséquent, M^{me} Mendell n'en revient tout simplement pas de voir la façon dont le gouvernement Couillard procède en ce moment, en brisant le consensus social québécois. « Je n'ai pas de mots pour décrire ce qui se passe, déclare-t-elle. Bien sûr, on fait face à d'importants défis [budgétaires], poursuit-elle, mais là, ce que fait le gouvernement, il ne nous l'avait jamais annoncé en campagne électorale. Alors donc, pourquoi arrive-t-il avec un marteau en disant qu'il faut à peu près tout démolir?! »

Cette économiste chevronnée rejette, par conséquent, la stratégie qui consiste à dire que, pour parvenir à une responsabilité fiscale, il faut rationaliser, fermer, transformer, fusionner...

En réalité, le gouvernement Couillard cherche avant tout à réduire la taille et le rôle de l'État, sous le prétexte d'atteindre l'équilibre budgétaire. Il n'a pourtant jamais annoncé ses intentions durant la campagne électorale. « Le gouvernement nous dit qu'il faut faire un grand effort pour la prochaine année et que, par la suite, tout ira mieux... Mais non, ça ne se passera pas comme ça! », dé-

clare M^{me} Mendell.

« Pour moi, ce n'est pas mon Québec, poursuit-elle. Je ne le reconnais pas! » Selon M^{me} Mendell, il serait essentiel de construire un consensus social, car, « autrement, tout le monde y perdra ».

Heureusement qu'il y a les jeunes...

Par contre, Marguerite Mendell se dit inspirée par la nouvelle génération. « Il y a énormément de jeunes qui cherchent un autre modèle, observe-t-elle, une façon de réinsérer l'économie dans la société afin que la finance devienne un outil, un instrument, et non une fin en soi. »

Elle voit ainsi quantité de jeunes inspirés par l'économie sociale au Québec. « On a maintenant énormément de jeunes qui s'intéressent, partout à travers le monde, à l'entrepreneuriat social, dit-elle. Et nous, à Concordia — comme dans bien d'autres universités — nous travaillons avec ceux et celles qui cherchent à faire les choses autrement. »

Il y aurait donc de l'espoir.

Collaborateur
Le Devoir

UQÀM | CRISES
Centre de recherche sur les innovations sociales

Co-construire le savoir,
la clé de l'innovation sociale

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) produit et diffuse des connaissances sur les innovations et les transformations sociales.

Regroupant plus de 70 chercheurs provenant de 10 universités québécoises et issus d'une variété de disciplines, le CRISES est à l'avant-garde de la réflexion sur l'innovation sociale à l'échelle nationale et internationale.



crises.uqam.ca

À l'occasion du 83^e Congrès de l'Acfas :

L'innovation sociale en contexte d'austérité

Un colloque organisé par le CRISES

26-27 mai 2015

Université du Québec à Rimouski

Université
du Québec
en Outaouais

Université
de Montréal

UQAC
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
À CHICOUTIMI

TÉLUQ
L'université. Aujourd'hui.

HEC MONTRÉAL

ENAP
L'Université de
l'administration publique

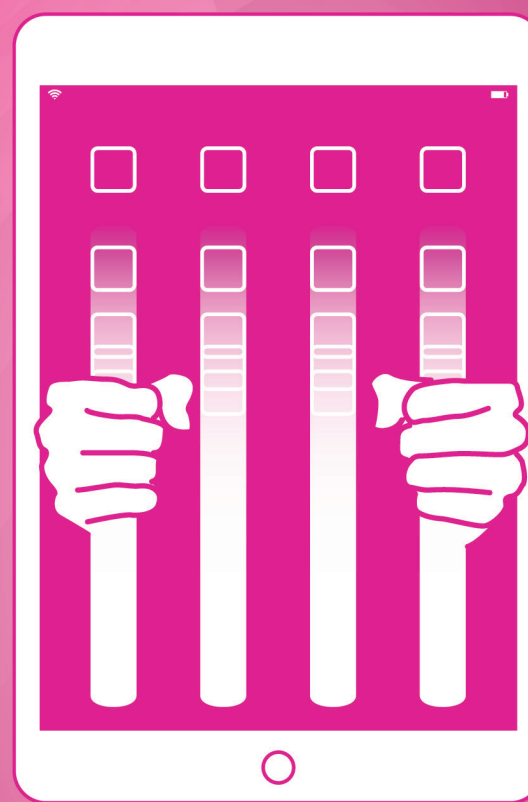
Concordia
UNIVERSITY

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

UNIVERSITÉ
LAVAL

CONCORDIA

LE MONDE EST PETIT NOUS VOYONS GRAND



MENEZ UN COMBAT RÉEL
CONTRE LES CRIMES VIRTUELS

ENSEMBLE, REPENSONS LE MONDE

CONCORDIA.CA

ALLIANCE NATIONALE D'INTERVENTION JUDICIAIRE
ET DE FORMATION CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY

SOCIÉTÉ

16^e COLLOQUE DES ÉTUDIANTS DES CYCLES SUPÉRIEURS DU CRISES

L'innovation sociale à l'heure de l'austérité

Qu'en est-il de l'innovation sociale à l'heure de l'austérité? Et si l'austérité faisait naître l'innovation sociale tout en menaçant de lui couper les vivres? Voilà le nœud gordien qu'ont tenté de trancher les participants au colloque du CRISES qui a eu lieu les 19 et 20 mars derniers à l'Université Laval.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

C'était le 16^e Colloque des étudiants des cycles supérieurs du Centre de recherches sur les innovations sociales, le CRISES. C'est donc dire qu'il y en a eu 15 autres auparavant et que les innovations sociales, on les étudie depuis plusieurs années: «C'est un groupe de recherche qui existe de manière plus ou moins informelle depuis le milieu des années 1980», explique Frédéric Hanin, professeur au Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et organisateur du colloque 2015.

Le CRISES est interuniversitaire et pluridisciplinaire. Il regroupe des chercheurs provenant d'établissements québécois, ontariens et néobrunswickois. Créé en 1986 par Benoît Lévesque et Paul R. Bélanger, deux professeurs de sociologie à l'UQAM, le CRISES est, depuis 2001, un regroupement stratégique du Fonds de recherche du Québec sur la société et la culture. Il a été dirigé par Denis Harrison de 2003 à 2009 et est, depuis le 1^{er} juin 2009, sous la direction de Juan-Luis Klein. Le centre a pris l'habitude d'organiser chaque année un colloque qui présente les travaux des étudiants encadrés par ses chercheurs.

En choisissant de placer le colloque de cette année sous le thème de l'austérité, Frédéric Hanin s'attendait à recevoir de nombreuses offres de participation. Normal, puisque «la construction même du concept d'innovation sociale au Québec, associé au CRISES, commence avec la crise de l'emploi au milieu des années 1980», une époque où on parlait beaucoup d'austérité. On le sait aujourd'hui, les crises économiques déconstruisent le tissu social. Elles sont toujours associées à une perte d'acquis, de droits et de programmes sociaux. «C'est à travers les mouvements de contestation que vont se construire les solutions, qui par la suite seront institutionnalisées.»

Parmi les communications du colloque, on a abordé les effets du capitalisme financier sur le système bancaire, les questions d'insécurité alimentaire à Montréal, d'appropriation des terres agricoles, des écovillages et du territoire forestier. Dans la salle, on voyait plusieurs étudiants et chercheurs qui travaillaient tous sur la transformation de la société québécoise et aussi des organismes qui s'intéressent à la mise en pratique des innovations sociales. «Une des spécificités du CRISES est sa façon de travailler. Ça a été un des premiers centres à faire de la recherche en partenariat avec les organismes sociaux. Quand les groupes sociaux s'adressent à des universitaires, on construit des projets de recherche en commun. Plusieurs travaux d'étudiants sont issus de ces partenariats. Ainsi, la recherche retourne à la société», conclut Frédéric Hanin.

Une université innovante

À l'Université Laval, on mise énormément sur les in-

novations sociales: «Dans notre plan de développement de la recherche, on a cerné l'appui et la mise en valeur des innovations comme un des axes importants, notamment l'innovation sociale qu'on considère comme prioritaire», explique Sophie D'Amours, vice-rectrice à la recherche et à la création. C'est assez nouveau, dans les universités québécoises, de faire un effort important pour mieux reconnaître et appuyer l'innovation sociale. Depuis toujours, les universités contribuent à l'amélioration de la société à tous les niveaux, «mais peut-être qu'on le tenait pour acquis, et aujourd'hui l'université voit l'importance de contribuer et d'accélérer le transfert de ces connaissances afin de maximiser les effets positifs des recherches en innovation sociale», ajoute M^{me} D'Amours.

«Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'une innovation sociale n'existe qu'une fois que le milieu preneur s'en est pleinement appropriée. L'Université Laval a donc mis en place une vision qui s'articule autour des effets positifs et des impacts du développement des connaissances.» Ce processus peut durer longtemps et nécessite plusieurs partenariats qui mêlent les nouvelles connaissances développées par les universités à toute l'expertise du terrain. Pour y arriver, l'Université Laval a mis en place trois moyens.

Dans un premier temps, l'université a dégagé une composante initiatrice: «On a étendu la mission de notre bureau de liaison entreprises-université, le traditionnel BLEU, pour qu'il assume la responsabilité de la valorisation des innovations sociales, et son nom est devenu le BLUM: le bureau de liaison université-milieux», nous dit Sophie D'Amours.

Par la suite, l'Université Laval a créé un fonds d'appui à l'innovation sociale, en profitant des redevances technologiques. Ce fonds, constitué de 300 000 \$, est renfloué chaque année: «Ce fonds permettra cette année de financer cinq projets à hauteur de 50 000 \$. Comme c'est le cas dans la société, on a articulé le lien qui existe entre les innovations sociales et technologiques qui prennent appui l'une sur l'autre.» Souvent, on constate que ce financement de base vient amorcer d'autres financements plus importants.

Comme autre moyen de valorisation, l'université a mis en place l'événement Hommage aux innovations sociales: «Cette année, nous en sommes à la deuxième édition. Cet événement reconnaît les meilleures innovations sociales développées par nos membres et qui l'ont été avec les milieux preneurs. Lors de l'événement, on rend hommage à toute l'équipe, aux chercheurs, mais aussi à leurs partenaires. L'an dernier, on a reconnu 15 innovations sociales. Actuellement, on est à lancer le concours.»

L'an dernier, parmi les innovations saluées se trouvaient une clinique de droit international, pénal et humanitaire, une initiative qui permet de faciliter l'apprentissage de la physique par le jeu et une autre qui est le Centre rose, le Centre de ressources en onco-



«C'est un groupe de recherche qui existe de manière plus ou moins informelle depuis le milieu des années 1980», explique Frédéric Hanin, professeur au Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et organisateur du colloque 2015.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les effets du capitalisme financier sur le système bancaire et les questions concernant l'insécurité alimentaire à Montréal, l'appropriation des terres agricoles, les écovillages et le territoire forestier ont été abordés au colloque

génétique pour le soutien et l'éducation des familles à risque de cancer du sein.

Pour terminer, un autre moyen mis en place par l'Université Laval a été de

créer une offre de services plus adaptée à l'université pour soutenir les projets en partenariat qui mènent à l'innovation sociale. «Souvent, on se demande à quoi sert la



MARC ROBITAILLE

«Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'une innovation sociale n'existe qu'une fois que le milieu preneur s'en est pleinement appropriée», explique Sophie D'Amours, vice-rectrice à la recherche et à la création.

recherche, et c'est en comprenant que les services sociaux et l'éducation ont changé, que tout notre encadrement ou participation citoyenne a pris une place importante, que

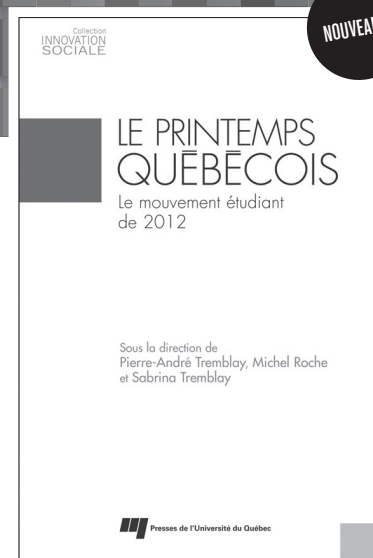
tout ça, c'est le fruit des recherches, des réflexions et des innovations sociales.»

Collaboratrice
Le Devoir

Collection Innovation sociale

Sous la direction de Jean-Marc Fontan

L'innovation sociale est une des clés pour comprendre et maîtriser les processus et les dynamiques du changement social. La collection Innovation sociale est une fenêtre ouverte sur de nouvelles expérimentations et connaissances coproduites par des chercheurs et des acteurs d'ici et d'ailleurs.



LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS
Le mouvement étudiant de 2012

Sous la direction de Pierre-André Tremblay, Michel Roche et Sabrina Tremblay

2015 25\$ PAPIER 18,99\$ PDF EPUB



LE DÉFI DE L'INNOVATION SOCIALE PARTAGÉE
Savoirs croisés

Sous la direction de Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Denis Bussières

2014 25\$ PAPIER 18,99\$ PDF EPUB



L'INNOVATION SOCIALE
Les marches d'une construction théorique et pratique

Sous la direction de Benoît Lévesque, Jean-Marc Fontan et Juan-Luis Klein

2014 48\$ PAPIER 35,99\$ PDF EPUB

Presses de l'Université du Québec

On a tous besoin de savoir
POUR AGIR

PUQ.CA



Au cœur du
crédit communautaire
il y a vous !

Financement • Accompagnement • Entrepreneuriat

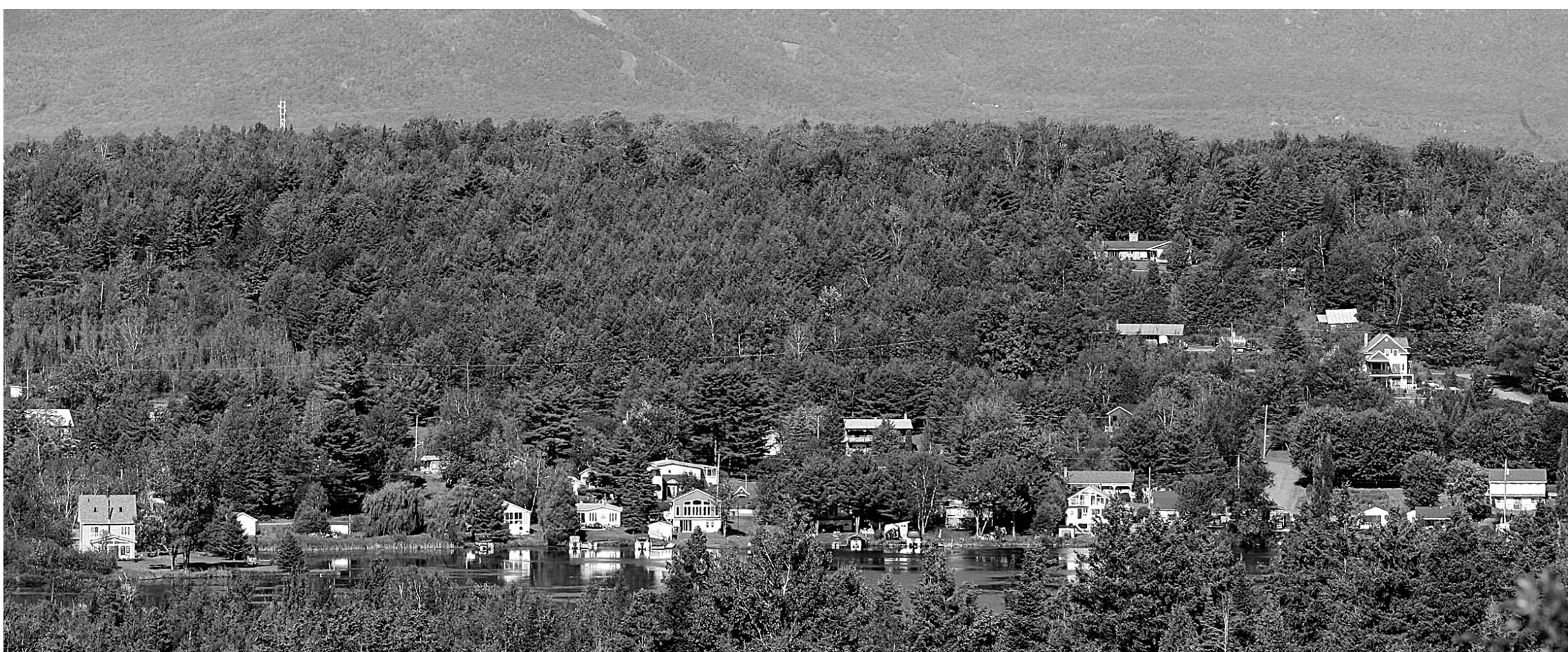
www.rqcc.qc.ca

1-877-810-7722

info@rqcc.qc.ca



SOCIÉTÉ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Le prochain événement que nous organisons est un forum qui aura lieu à Nicolet, le 14 mai, et qui devrait réunir entre 200 et 300 personnes. Le thème de ce forum tournera autour des façons possibles de développer ensemble les territoires. Par territoire, nous entendons un espace habité par des gens et des organisations qui structurent cet espace selon leurs besoins », explique Vincent Van Schendel.

Mettre en réseau l'innovation en économie sociale

PIERRE VALLÉE

Qu'en est-il de la recherche dans le domaine de l'économie sociale? Et des connaissances acquises sur le terrain? Comment faire pour que ces connaissances et ces expériences puissent être partagées et transférées? C'est le mandat que s'est donné Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS).

Cette organisation, reconnue et soutenue financièrement par le ministère de l'Éco-

nomie, de l'Innovation et des Exportations depuis 2013, est un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale (OLTIS) et son champ d'intervention est l'économie sociale et l'entrepreneuriat collectif.

« Au début des années 2000, les praticiens et les chercheurs en économie sociale étaient regroupés dans deux organisations, l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale, ex-

plique Vincent Van Schendel, le directeur général de TIESS. Ces deux organismes, qui étaient financés par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, ont perdu leur financement en 2010 et ont dû mettre fin à leurs activités. Par contre, un réseau informel a subsisté. Lorsque le gouvernement québécois a signifié en 2011 son intention de créer un nouvel OLTIS, c'est ce réseau informel qui s'est organisé et qui a proposé la création de TIESS, car nous avions alors,

et avons toujours, la conviction que l'économie sociale a besoin d'un organisme de liaison et de transfert. »

Triple mandat

TIESS s'est doté d'un triple mandat qui se résume en trois mots: liaison, veille et transfert. « Notre première préoccupation, celle sur laquelle nous avons consacré une bonne part de nos efforts depuis notre création, a été celle de la liaison. Il fallait d'abord mettre en place un réseau d'acteurs du domaine

de l'économie sociale. Notre choix a été de travailler à la fois avec les chercheurs et avec les organisations sur le terrain. »

TIESS compte aujourd'hui trois partenaires et environ 75 membres. Les trois partenaires sont le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, une fondation privée (la Fondation McConnell) et le Fonds de Solidarité FTQ. Les membres proviennent d'organismes promoteurs, comme le Chantier de l'économie sociale, de collèges et universités, d'organismes de recherche en milieu collégial et universitaire, d'organisations de l'économie sociale et solidaire, du milieu municipal, avec la Fédération québécoise des municipalités, d'organisations syndicales, comme la CSD, la CSN et la FTQ, et d'organisations de finance solidaire, telle la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

« D'autres organismes et organisations se rajoutent et se rajouteront. Il est important de faire travailler ensemble le plus grand nombre de personnes et d'organisations possible, même si elles n'ont pas toutes le même but et qu'elles évoluent dans des contextes différents. L'innovation consiste souvent à mettre ensemble ce qui, à première vue, n'a pas l'air d'aller ensemble. De plus, les grandes innovations sociales sont souvent le résultat d'un travail d'ensemble. »

Veille et transfert

Le second mandat de TIESS est celui de la veille. « Par veille, nous n'entendons pas seulement une veille traditionnelle, où une personne assise devant un ordinateur répertorie des informations. La veille que nous mettons en place repose plutôt sur les membres de notre réseau et les organisations sur le terrain. Inutile de tout refaire, nous travaillons à partir de ce qui existe déjà. Nous avons créé des antennes régionales qui, en plus de favoriser le réseautage sur leur territoire, ont aussi un mandat de veille. Ce sont elles qui vont nous rapporter ce qui émerge chez elles. Quelles sont les initiatives intéressantes? Est-ce que nous sommes les seuls ou est-ce que ça se passe aussi ailleurs? Est-ce que ces initiatives peuvent être utiles pour d'autres? Plusieurs expériences sur

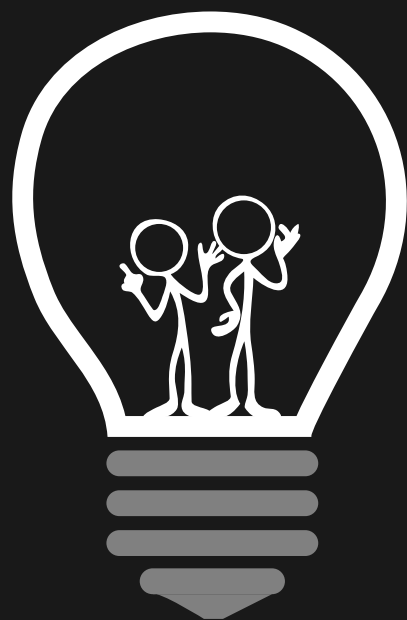
le terrain passent inaperçues parce qu'elles ne sont pas documentées. La veille que nous mettons en place va permettre de les repérer, de les documenter et ensuite de les valider. »

Une fois cette tâche accomplie, le troisième mandat, celui du transfert, entre en jeu. « La première question qu'on doit se poser est "comment faire circuler cette information sans qu'elle soit noyée dans la mer d'informations qui nous entoure?". Ensuite, la seconde question est "comment faire circuler cette information afin qu'elle soit utilisable?". Il faut donc trouver une formule et des façons de faire, ce à quoi nous travaillons présentement. Il faut aussi tenir compte du fait qu'une solution mur à mur ne fonctionne pas en ce qui concerne le transfert en innovation sociale. L'image qui me vient en tête est celle de la bouture végétale. On la place sur la plante hôte, mais la bouture devra s'adapter à la plante et à l'environnement de cette dernière. C'est un peu la même chose en innovation sociale. »

Développement des territoires

Comme son nom l'indique, TIESS est aussi préoccupé par le développement des territoires. « Le prochain événement que nous organisons est un forum qui aura lieu à Nicolet, le 14 mai, et qui devrait réunir entre 200 et 300 personnes. Le thème de ce forum tournera autour des façons possibles de développer ensemble les territoires. » Mais qu'est-ce qu'un territoire? « Par territoire, nous n'entendons pas uniquement les territoires en région. Par territoire, nous entendons un espace habité par des gens et des organisations qui structurent cet espace selon leurs besoins. Et nous croyons fermement que le développement d'un territoire et la prospérité qu'il peut amener nécessitent la participation de la société civile et l'apport de l'entrepreneuriat collectif. C'est souvent une initiative de la société civile et de l'économie sociale qui sert de moteur au développement d'un territoire. L'économie sociale peut et doit influencer les politiques publiques dans le but, évidemment, de les améliorer. »

Collaborateur
Le Devoir



L'innovation sociale peut aussi avoir besoin d'un soutien financier adapté



RISQ
RÉSEAU D'INVESTISSEMENT
SOCIAL DU QUÉBEC

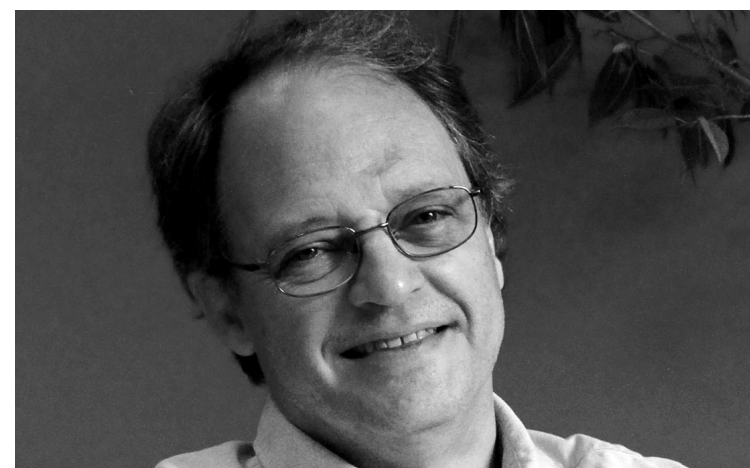


fiducie
du Chantier
de l'économie sociale

Deux fonds dédiés uniquement aux entreprises d'économie sociale avec plus de 60 M\$ investis depuis 1997.

www.fonds-risq.qc.ca

www.fiducieduchantier.qc.ca



JULIEN-PIERRE ARSENAULT

Vincent Van Schendel, le directeur général de TIESS

SOCIÉTÉ

RQIS

Sortir l'innovation sociale de la confidentialité

Si l'organisme a officiellement vu le jour il y a à peine deux ans, le Réseau québécois en innovation sociale (RQIS) œuvre depuis plus de 10 ans à faire reconnaître l'innovation sociale comme essentielle au développement durable du Québec. Il organise un premier grand rendez-vous en juin prochain, destiné à rassembler tous les acteurs du milieu. L'objectif? Développer un sentiment d'appartenance au mouvement et faire émerger le concept dans toute la société.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

« Il serait temps que l'on reconnaisse que l'innovation sociale est aussi importante que l'innovation technologique ou organisationnelle, scande Michel Venne, le président du RQIS et par ailleurs le directeur général de l'Institut du nouveau monde. D'autant plus que les grands problèmes auxquels nous faisons face dans notre société vont requérir des changements qui ont un rapport avec le social. Les conflits qui émergent de la diversité culturelle que l'on connaît aujourd'hui, on ne les réglera pas avec des pilules ou des technologies de transport. Il va falloir réinventer le vivre-ensemble. Pour trouver des solutions, il nous faut de nouvelles manières de faire, une nouvelle façon de penser les politiques publiques. C'est ça, l'innovation sociale. »

Le Réseau québécois de l'innovation sociale rassemble aujourd'hui une trentaine de membres actifs, pour la plupart des praticiens, chercheurs, agents de liaison et de transfert, entrepreneurs sociaux, etc., et plus de 1500 personnes qui, d'une manière ou d'une autre, gravitent autour du mouvement. Première phase: sortir, sinon de l'anonymat, du moins de la confidentialité. Montrer que ça existe et que c'est primordial pour le développement durable du Québec.

« C'est le travail que nous sommes en train de mener, explique M. Venne. En commençant par rassembler tous les acteurs du milieu pour les amener à s'identifier comme tels. Il y a plein de gens qui font de l'innovation sociale sans même le savoir. Il est important que cette communauté s'affirme de manière à montrer que le concept va au-delà du concept. Qu'il est dans l'action pour trouver des solutions aux problèmes que nous vivons comme société. Et qu'il donne des résultats. »

Pour cela, le réseau a mis en place des indicateurs. Ou plutôt un outil, sorte de guide, visant à aider les innovateurs sociaux, ou ceux qui veulent vérifier s'ils le sont, à générer et définir leurs propres indicateurs.

« L'innovation sociale est multisectorielle et multidisciplinaire, explique Francine Roy, coordonnatrice du réseau. Impossible, donc, de fixer une grille d'analyse qui fonctionne pour tout le milieu. Ces indicateurs servent par exemple à mieux définir son projet. Lorsqu'on arrive auprès des bailleurs de fonds, il faut être capable d'expliquer en quoi le projet est innovant socialement, en quoi il répond à une problématique sociale spécifique. Souvent, les gens ont du mal à articuler leur pensée autour de ces concepts, qui sont relativement nouveaux. Notre guide est là pour les aider. »

M^{me} Roy compare la situation de l'innovation sociale aujourd'hui à celle qui prévalait il y a 20 ou 25 ans dans le milieu du développement durable.

« À part pour les écologistes, cette notion était très floue, rappelle-t-elle. Aujourd'hui, tout le monde ou presque sait de quoi il retourne. Eh bien, en innovation sociale, nous en sommes encore à tenter de faire comprendre aux gens à quoi nous servons. À expliquer que nous sommes là pour trouver des solutions nouvelles aux problématiques sociales. »

Des solutions nouvelles qui passent souvent par un travail

interdisciplinaire. Un projet visant à atteindre les itinérants pourrait, par exemple, faire appel à la fois aux travailleurs sociaux et à la police. Ainsi, certaines barrières mentales doivent être brisées.

« Le principal obstacle, c'est que l'innovation, par définition, requiert que l'on prenne des risques, explique Michel Venne. Or, en innovation technologique, il y a une grande tradition de recherche-développement. Il paraît normal d'investir de l'argent dans un projet sans l'assurance d'un retour. En innovation sociale, nous n'en sommes pas rendus là. Si je prends les domaines de l'éducation ou de la santé, tout est très normé. On accepte de faire des changements seulement si

« En innovation sociale, nous en sommes encore à tenter de faire comprendre aux gens à quoi nous servons. À expliquer que nous sommes là pour trouver des solutions nouvelles aux problématiques sociales. »

ceux-ci sont basés sur les meilleures pratiques. Or, si on veut trouver de nouvelles bonnes pratiques, il faut innover. Il faut accepter de mettre de l'argent dans une expérience qui pourrait ne pas fonctionner. »

Des obstacles, des défis, des possibilités qui seront discutés le 4 juin prochain, à l'Université Concordia, à l'occasion du Rendez-vous de l'innovation sociale, organisé par le réseau. Un événement qui est destiné à rassembler tous les acteurs du milieu et qui aura pour invité d'honneur Al Etmanski, cofondateur de Social Innovation Generation (SiG), l'un des grands spécialistes canadiens de l'innovation sociale. Il donnera une conférence sur les spécificités du terroir québécois en la matière et reviendra notamment sur l'importance de mesurer l'impact de l'innovation sociale.

« Si on veut convaincre les pouvoirs publics, il faut pouvoir mesurer l'impact d'une expérimentation sur la société, sur l'économie, note Michel Venne. Nous allons, par exemple, mettre à l'épreuve des faits le guide sur les indicateurs que nous avons développé, de manière à l'améliorer. On va parler de l'impact, le montrer et discuter de la façon de mieux le mesurer. Si on veut qu'une expérimentation valable et positive sur le plan local ait une chance de devenir en bout de ligne une politique publique, il faut pouvoir en démontrer très clairement les impacts. »

Car le but ultime de toute expérimentation en innovation sociale est bien là: espérer faire l'objet à terme d'une politique publique. De ce point de vue, les acteurs québécois du milieu nagent en pleine incertitude.

« On ne connaît pas aujourd'hui le destin de la politique de recherche et d'innovation qui avait été rendue publique par le précédent gouvernement, explique Michel Venne. On sait, en revanche, qu'il y a une remise en question de tous les programmes sociaux au niveau de la province. Nous sommes dans l'incertitude, ce qui veut aussi dire que nous pouvons croire en de belles possibilités. Dans quelle direction voudra aller le gouvernement? Voudra-t-il innover ou décidera-t-il de se refermer sur des choses déjà connues? On devrait le savoir bientôt. S'il choisit la première option, l'innovation sociale devrait connaître une belle accélération dans les années à venir. »

Collaboratrice
Le DevoirPour plus d'informations:
<http://www.rqis.org>

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le 4 juin prochain, l'Université Concordia accueillera le Rendez-vous de l'innovation sociale, organisé par le réseau.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Michel Venne, le président du RQIS et par ailleurs le directeur général de l'Institut du nouveau monde



Unis, nos cerveaux sortent des sentiers battus

Nous ne faisons pas que former des leaders. Nous contribuons à trouver des solutions appropriées au monde d'aujourd'hui et de demain.

Par nos nombreuses recherches en innovations sociales, nous permettons une compréhension plus juste de notre société et favorisons l'avancement et le bien-être durable des populations.

ulaval.ca/cerveaux



SOCIÉTÉ

La Fiducie, secouée par la restructuration gouvernementale

RÉGINALD HARVEY

La Fiducie du Chantier de l'économie sociale travaille en étroite collaboration avec ses partenaires qui évoluent dans les différents milieux de vie du Québec. Elle fournit le coup de pouce financier utile et nécessaire, une fois que les centres locaux de développement (CLD) et les autres développeurs locaux ont cerné les priorités en matière d'essor socioéconomique. Mais voilà qu'elle doit revoir ses modes de fonctionnement dans une province chamboulée, en quête d'équilibre budgétaire.

Le gouvernement libéral a mis la hache dans certains mécanismes de gouvernance des régions administratives, ce qui complique actuellement la tâche des gestionnaires d'organismes comme la Fiducie, ce que laisse savoir son directeur général, Jacques Charest: «Elle se porte bien parce qu'on a de plus en plus de projets; plusieurs de ceux-ci sont de plus grande envergure. On est paradoxalement face à un grand défi qui nous attend, qui est celui de toute la restructuration qui se passe présentement, notamment sur le plan des CLD.»

Il pose le constat que cette économie a obtenu une reconnaissance officielle par l'adoption de la loi 27 en 2013, ce qui raffermirait son existence et sa croissance, mais il y a un maillon important de celle-ci qui est remis en question actuellement: «L'économie sociale est innovante; elle se base sur le réseautage et sur la concertation, qui est la base du développement de notre propre

réseau. Il va donc falloir qu'on se réorganise, et, dans le contexte politique actuel, on fait face à cette restructuration au même titre que l'économie sociale elle-même et que les entreprises privées.»

Il résume: «On est sur un élan, ça va bien, on a une loi qui nous reconnaît, mais on se retrouve avec une partie de notre écosystème qui est ébranlée; il va falloir qu'on travaille là-dessus.»

Un prêteur, mais encore...

La Fiducie s'affaire sur deux tableaux à la fois: elle offre du capital patient aux entreprises d'économie sociale, dans un premier temps. Depuis 2007, elle a investi dans près de 130 d'entre elles sur l'ensemble du territoire québécois; en 2013 seulement, elle a injecté 7,4 millions dans une vingtaine d'entreprises de ce type.

Dans un deuxième temps, elle s'applique maintenant à jouer un rôle plus complémentaire, comme le démontre M. Charest: «Celui-ci est aussi important et il est appelé à prendre de l'ampleur. Il consiste à travailler pour créer un environnement favorable pour les entreprises; on ne s'arrête pas seulement à investir les fonds dont on dispose, mais, à la suite des consultations et des demandes qui nous sont adressées, on s'engage dans la mise en place d'autres produits financiers qui répondent à des besoins spécifiques.»

En fait, «on sert d'intermédiaire auprès des investisseurs, qui peuvent être des fonds de travailleurs, des fondations ou des investisseurs privés, pour être en mesure de déterminer le bon produit qui correspond à la situation réelle». Il fait res-



FIDUCIE DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La Fiducie s'affaire sur deux tableaux à la fois: elle offre du capital patient aux entreprises d'économie sociale dans un premier temps. Dans un deuxième temps, elle s'applique à travailler pour créer un environnement favorable pour les entreprises et s'engage dans la mise en place d'autres produits financiers qui répondent à des besoins spécifiques.

sortir que, dans un contexte de croissance, «les demandes de financement deviennent de plus en plus complexes; les montants sont plus importants et on doit attacher des fils plus nombreux. Encore une fois, je ne cacherai pas que c'est plus compliqué avec ce qui se passe présentement sur le plan de la restructuration.»

Il y a aussi le fait que la Fiducie est fréquemment engagée dans des dossiers spécifiques à une économie de ce type: ceux-ci requièrent que cinq ou six investisseurs ou pour-

voyeurs de fonds soient assis autour de la table pour cerner tous les enjeux en présence: «C'est ce qui fait notre force.»

Les points majeurs à l'ordre du jour

La Fiducie se préoccupe présentement de décentralisation et de relève ou transfert d'entreprise. Jacques Charest cerne les priorités actuelles, outre celles déjà mentionnées: «On veut s'assurer qu'on sort des grands centres. Pour ce qui est de la relève, on a travaillé sur quelques cas qui

étaient liés à des services de proximité dans les villages. On planche aussi sur d'autres projets de relance d'entreprises pour lesquelles le moment est venu d'envisager une remise en question de la mission; on doit les voir différemment pour qu'elles continuent d'exister en harmonie avec leur milieu et leurs partenaires.» Ce type d'intervention est essentiel pour une région et il interpelle et intéresse particulièrement le directeur général.

Jacques Charest revient sur le dossier prioritaire qui figure

actuellement dans les cartons de la Fiducie et qui est largement tributaire de la disparition des CLD: «On travaille beaucoup avec ceux-ci, on intervient sur l'écosystème avec tout un réseau de partenaires. De notre côté, on est une petite équipe qui ne peut pas recréer les choses mais qui doit compter sur le développement local.»

Il considère «qu'il ne faut pas voir le travail accompli par les CLD comme quelque chose de non pertinent parce que ce n'est pas de l'investissement: leur travail, c'est la base même, parce qu'il faut développer les projets avant d'en arriver à les financer; le financement d'entreprise, ça ne se résume pas à émettre un chèque.»

Il se montre tout de même confiant devant la tournure des événements: «Il va y avoir une restructuration, parce que la volonté des gens de développer leur localité demeure. Il reste à voir comment on va travailler avec ces nouvelles structures qui seront mises en place, pour ne pas multiplier les interventions.»

La Fiducie doit du même souffle poursuivre son mandat d'investissement, «tout en se tournant vers des fonds plus spécifiques. Comment doit-on continuer à innover dans les produits financiers par rapport aux demandes précises qui nous sont adressées? Quand notre produit n'est pas adapté à la demande, il importe de le revoir et de le remodeler pour arriver avec nos partenaires financiers à déposer une offre profitable à un secteur donné.»

Collaborateur
Le Devoir



FIDUCIE DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le directeur général de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Jacques Charest

Développer ENSEMBLE nos territoires

découvrir
s'inspirer
collaborer

Cet événement est organisé par



Plus d'information sur www.tiess.ca et www.chantier.qc.ca

forum

Hôtel Montfort Nicolet
1141, Saint-Jean-Baptiste
Nicolet, Québec J3T 1W4

14|05
2015

POUR QUE LES IDÉES
NOUVELLES FASSENT DES PETITS

Innovons ensemble. Pour mieux aider tous les enfants à réussir.



Fondation Lucie
et André Chagnon
fondationchagnon.org